

## Rentrée 2021 : Face à l'austérité à tous les étages dans l'éducation nationale, se mobiliser !

La politique de Blanquer de démantèlement du service public d'éducation se poursuit avec les suppressions de postes : 1 800 supprimés en France, 150 dans l'académie. Elle produit ses effets concrets avec les annonces de la carte scolaire dans le premier degré et des DHG dans les établissements du second degré pour la rentrée 2021.

Dans le premier degré 2489 moyens supplémentaires ont été déployés nationalement pour la rentrée 2021. C'est loin d'être suffisant. Dans l'académie, seuls 25 postes ont été offerts. Pour la Seine-Maritime il y en aura 33. Comment pourrait-on se réjouir d'avoir départementalement une dotation positive quand on sait qu'elle est effectuée au détriment de nos voisins académiques ? Comment se réjouir d'une si faible dotation alors que le département est largement déficitaire et qu'il faudrait abaisser fortement le nombre d'élèves par classe, recréer le dispositif plus de maîtres.esses que de classes, créer des postes de remplaçant.e.s et d'ULIS ? Par ailleurs, le dédoublement prévu des classes de grande section en REP+ risque de se traduire par une augmentation significative du nombre d'élèves dans les autres niveaux de la maternelle. Le dédoublement des CP et CE1 a eu comme effet néfaste d'augmenter la moyenne sur la part CE2-CM2, et cette poignée de moyens supplémentaires pour dédoubler les GS risque d'avoir les mêmes répercussions.

Dans le second degré, c'est une saignée annoncée sur les postes en Normandie. Dans les lycées, qui accueilleront pourtant 119 élèves supplémentaires, 79 équivalent temps plein (ETP) sont supprimés. Le rectorat maquille les suppressions de poste par le recours aux heures supplémentaires.

Dans les collèges, les suppressions de postes sont également la règle ainsi que la dégradation des conditions de travail des enseignant.e.s.

L'exemple de la Seine-Maritime est éclairant: les collèges perdent 1117 heures postes, soit 62 ETP, mais le nombre d'heures supplémentaires (HSA)

augmente de 920. Par ce tour de passe-passe, 27,5 ETP sont supprimés formellement mais en réalité les compléments de service vont se multiplier (augmentation de 35,5 ETP) et dégrader toujours plus les conditions d'exercice du métier. Le taux d'encadrement diminue : les élèves seront les premiers perdants de cette politique comptable. Dans tous les établissements, il convient de refuser les DHG et de se mobiliser contre les suppressions de postes.

La grève du 26 janvier peut être une première occasion d'échanger dans les établissements, de se faire entendre et de coordonner les actions à l'échelle académique.

Antoine VIGOT, Collège Rousseau, Darnétal,  
Pierre VIOT, Ecole Césaire Levillain, Grand Quevilly.

[www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)

### Mardi 26 janvier, en grève et dans la rue !

- ▶ à **Rouen** : 10h30 au Rectorat
- ▶ à **Caen** : 10h30 place du théâtre (en direction du Rectorat)
- ▶ au **Havre** : AG 9h à Franklin - manif à 10h30
- ▶ à **Evreux** : 14h à l'Inspection académique
- ▶ à **Dieppe** : 10h30 devant la sous-préfecture



---

## Ouvrez les universités aux étudiants ! Il y a urgence.

---

La majorité des 1,7 million d'étudiants inscrits à l'université n'ont eu que quelques semaines d'enseignement sur site, « pour de vrai », depuis le 17 mars 2020 et on s'achemine de plus en plus vers un nouveau semestre d'enseignement presque exclusivement à distance. Cette décision de la part du gouvernement de ne pas permettre la reprise des cours à l'université, sauf de façon homéopathique (en 1/2 groupe de TD pour les L1 uniquement à compter du 25/01 soit l'équivalent de 5 % environ des cours prévus) se révèle scandaleuse et irresponsable.

Scandaleuse parce que rien ne justifie que les étudiant.e.s à l'université continuent à être les parias de la société alors que les classes prépa ou les BTS fonctionnent à 100 % dans la plupart des lycées, avec des effectifs équivalents à ceux des groupes de Travaux Dirigés à la fac. A la rentrée à l'automne, il était prévu que les universités soient les dernières à être déconfinées !

Irresponsable parce que depuis de nombreuses semaines, les syndicats et associations étudiantes, les enseignant.e.s et les personnels des universités alertent sur la catastrophe à venir en raison de la situation de détresse psychologique de très nombreux.ses étudiant.e.s et de la pauvreté croissante qui les touche. Ces questions sont régulièrement abordées lors des CHSCT. Le fait que les médias commencent à en parler et évoquent aussi le risque de suicides est un signe inquiétant.

En décembre, la perspective d'une reprise progressive au 2nd semestre (de janvier à mai) laissait entrevoir quelques espoirs d'amélioration. Mais depuis 2 semaines et les annonces toujours aussi confuses d'un gouvernement coupé de la réalité des conditions de vie d'une bonne partie de la jeunesse, le risque est grand que bon nombre d'étudiant.e.s arrêtent leurs études par dépit et manque de perspectives.

Nous demandons des aides sociales immédiates pour tou.te.s les étudiant.e.s, des aides financières immédiates aux universités pour faire face à la crise, une reprise des cours en demi-jauge pour tous les niveaux (ou dans les mêmes conditions que les CPGE et BTS) et un réaménagement du calendrier du 2nd semestre qui permette de ne pas sacrifier complètement l'année universitaire. Car une fois de plus, ce que l'on constate sur le terrain, c'est que le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron ne concerne que les entreprises !

Pierre-Emmanuel BERCHE, Léo GLANGETAS,  
Université de Rouen.

---

## Lycées : ce gouvernement profite de la crise pour avancer dans ses projets destructeurs

---

Comment en effet comprendre le refus obstiné du ministre de tout cadre national et contraignant concernant les allègements d'effectifs et l'hybridation des enseignements pour « répondre » à la crise sanitaire ? Ces dispositifs sont restés « possibles », ce qui est une façon de favoriser la concurrence entre établissements, entre ceux cédant à la pression sociale pour maintenir coûte que coûte les enseignements devant 100% des élèves et les autres, plus sensibles au risque sanitaire. La décision très récente de basculer les enseignements de spécialité en contrôle continu, outre qu'elle représente une victoire anticipée de la mobilisation, enlève une grande partie des arguments à celles et ceux qui voulaient maintenir le maximum d'enseignement présentiel. Il reste cependant (pour l'instant...) pour soutenir cette option le grand oral, la philo et le français en première...

Cependant, au moment même où il annonce la fin des épreuves de mars, le ministre laisse entrevoir dans sa lettre aux personnels un contrôle très vertical des évaluations au fil de l'eau devenues le sésame du bac, ce qui constituera une nouvelle source de stress pour les personnels. Le paradoxe entre renforcement de l'autonomie des établissements et verticalité des injonctions n'est qu'apparent. C'est même un des fondements d'un « nouveau management public » dont la progression délétère semble se poursuivre inexorablement, entre « auto évaluation » des établissements, baisse des moyens et recours délirant aux heures sup prévus pour l'an prochain.

Mais jamais rien n'est inéluctable. Si la crise sanitaire est propice à l'anxiété et la résignation, elle a aussi l'avantage de dévoiler tous les cynismes. Le moins qu'on puisse dire est que notre ministre n'en manque pas. A nous de lui infliger le 26 janvier le début d'une défaite politique ouvrant d'autres possibles.

Pascal BESUELLE, Lycée Fresnel, Caen.

## **ABONNEZ-VOUS !**

*L'École Émancipée, c'est aussi une revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910.*

**[www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)**